

Le monde religieux s'essaie à son tour à la tenace crise politique au Burundi

PANA, 06 mars 2016 Bujumbura, Burundi - AprÃs les rÃ©centes visites diplomatiques onusienne et africaine de haut niveau sur la crise au Burundi, cette semaine s'achÃve encore sur de nouvelles tractations et un appel pressant aux acteurs politiques locaux Ã une "solution nÃ©gociÃ©e et sans exclusive" pour redonner la paix au pays, cette fois, de la part d'une mission conjointe de la ConfÃ©rence des Ã©glises d'Afrique (Ceta), du Conseil Ã©cumÃ©nique des Ã©glises (mondial), ainsi que de l'archevÃ©que anglican de Canterbury (en Angleterre), Justin Welby (photo, en audience auprÃs du prÃ©sident Pierre Nkurunziza, le vendredi 04 mars).

Au terme de sa visite, samedi, la mission s'est engagÃ©e Ã faire le suivi et Ã aider Ã atteindre cet objectif encore lointain d'un dialogue rÃ©ellement inclusif de tous les protagonistes d'une crise, partie, en avril dernier, d'un conflit Ã©lectoral entre le pouvoir et l'opposition. Le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, avait offert dernièrement au secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral des Nations unies, Ban Ki-Moon, et Ã un panel de cinq chefs d'Etat et de gouvernement africains, le principe d'un dialogue avec l'opposition "pacifique". Toute la difficultÃ© du puzzle politique burundais rÃ©side dans ce fait que la mise au point maintes fois rÃ©pÃ©tÃ©es par le pouvoir "alors qu'on nÃ©gocie normalement avec ceux qui ont des revendications Ã faire valoir", de l'avis gÃ©nÃ©ral des analystes indÃ©pendants Ã Bujumbura. L'autre opposition dite "radicale" indÃ©sirable a appelÃ© au soulÃvement populaire, l'annÃ©e derniÃre, contre le troisiÃme mandat, jugÃ© constitutionnellement de "trop" de l'actuel PrÃ©sident Nkurunziza, et sa complicitÃ© avec les auteurs de la tentative de putsch manquÃ© de mai 2015. Rien n'a filtrÃ© des entretiens du chef de l'Etat avec les nouveaux mÃ©diateurs du monde religieux qui veulent s'essayer Ã leur tour Ã la tenace crise qui Ã©volue dangereusement, avec dÃ©jÃ au moins 400 tuÃ©s et plus de 260.000 exilÃ©s depuis fin avril dernier, selon les chiffres actualisÃ©s du haut-commissariat des Nations unies pour le RÃ©fugiÃ©s (Hcr). Des puissances Ã©trangÃres, comme la France et les Etats-unis d'AmÃ©rique, ne baissent pas la garde et ont encore pressÃ© ces derniers jours pour que la mÃ©diation conjointe de l'Ouganda et de la Tanzanie arrive sans plus tarder, une date de dÃ©but des pourparlers inter burundais de paix maintenant que certaines conditions minimales sont rÃ©unies. Le 17Ãme sommet ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de la CommunautÃ© de l'Afrique de l'Est/East african community(Cea/Eac) a dÃ©signÃ©, le 2 mars dernier, l'ancien prÃ©sident tanzanien, Benjamin Milliam Mkapa, pour seconder le prÃ©sident ougandais, Yoweri Kaguta Museveni, Ã la tÃªte de la mÃ©diation dans la crise au Burundi. Cette dÃ©signation a rÃ©uni, pour les rares fois, le consensus de l'opposition et du pouvoir au Burundi oÃ¹ prÃ©domine plutÃ´t un dialogue de sourd. Le prÃ©sident du Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie/forces de dÃ©fense de la dÃ©mocratie (Cnnd-Fdd, parti au pouvoir), Pascal Nyabenda, a trouvÃ© que l'ancien chef de l'Etat tanzanien pouvait mieux faire du moment qu'il est aujourd'hui dÃ©gagÃ© de grands engagements de sa retraite bien mÃ©ritÃ©e. Le mÃ©me son de cloche a retenti du cÃ´tÃ© du Conseil national pour la dÃ©fense de l'accord de 2000, Ã Arusha, en Tanzanie, sur la paix et la rÃ©conciliation et la restauration de l'Etat de droit (Cnared, principale plateforme de l'opposition interne et externe). Face Ã l'enlisement de la mÃ©diation ougandaise, le Cnared n'avait ces derniers temps de demander Ã la sous-rÃ©gion de lui adjoindre d'autres personnalitÃ©s plus disponibles. Le nouveau prÃ©sident tanzanien, John Pombe Magufuri, a Ã©tÃ© dÃ©signÃ© par ses pairs pour diriger la communautÃ© est-africaine durant une annÃ©e et ne manquera sans doute pas de suivre de prÃs les pourparlers inter burundais de paix dont ce qui est encore connu, auront lieu Ã nouveau, dans la douce ville d'Arusha, surmontÃ©e du Mont Kilimandjaro. Deux personnalitÃ©s tanzaniennes au chevet du Burundi qui Ã©taient d'Ã©jÃ "complices" dans leur passÃ© politique, dit-on, et dont l'efficacitÃ© se trouve Ãªtre leur maÃtre-mot. C'est encore un ancien chef d'Etat tanzanien, Julius Nyerere, qui a inaugurÃ© les pourparlers inter burundais de paix, avant de laisser la place, Ã sa mort, Ã l'ex-prÃ©sident sud-africain et icÃne mondiale de la lutte contre la sÃ©grÃ©gation raciale, Nelson Mandela. Contrairement Ã Arusha 1 qui a durÃ© presque trois ans, nombreux sont aujourd'hui les acteurs politiques burundais qui espÃrent aller plus vite en besogne, cette fois, au regard de l'urgence du moment au Burundi, en ne dÃ©passant pas six mois Ã une annÃ©e dans les discussions. Mais c'est sans compter avec la complexitÃ© des questions qui divisent au Burundi, jusqu'Ã la liste des participants aux discussions, sans parler de la remise en cause d'un troisiÃme mandat d'Ã©jÃ entamÃ© et qui semble de moins en moins dÃ©ranger la CommunautÃ© internationale. Pour s'Ã©tablir convaincre, il fallait voir cette semaine le nombre de presque dix ambassadeurs africains et europÃ©ens qui se sont bousculÃ©s aux portillons de la prÃ©sidence de la RÃ©publique Ã Bujumbura, avec des lettres d'accrÃ©ditation Ã la main destinÃ©es au chef de l'Etat burundais. Un tel ballet diplomatique remontait Ã l'annÃ©e 2014 d'avant la crise et sa forte mÃ©diatisation cachait difficilement un sentiment de satisfaction internationale retrouvÃ©e du cÃ´tÃ© du pouvoir burundais. L'autre fait diplomatique marquant est qu'aucun Ã©tranger n'a rappelÃ© Ã ce jour son ambassadeur pour cause de crise de l'Ã©gitimitÃ© politique au Burundi. C'est le pouvoir burundais qui a gardÃ© l'initiative, en expulsant, notamment des diplomates rwandais, belge et onusien pour leur ingÃ©rence dans les affaires intÃ©rieures du Burundi. Le 17Ãme sommet ordinaire des Chefs d'Etat de l'Eac est encore allÃ© plus loin, en confiant le secrÃ©tariat exÃ©cutif de l'institution sous-rÃ©gionale Ã un candidat du pouvoir burundais, LibÃ©rÃ©t Mfumukeko. Son prÃ©dÃ©cesseur, le Rwandais Richard Sezibera, passait pour une "Ã©pine sous le pied du pouvoir burundais" Ã travers des rapports jugÃ©s "tendancieux" sur la situation rÃ©elle du Burundi. Le Rwanda est gÃ©nÃ©ralement accusÃ© par le pouvoir burundais d'Ãªtre une base-arriÃre de l'opposition politique et militaire qui s'insÃ©curitÃ© chez son voisin du sud, ce dont il s'innocente. Ces dÃ©marches diplomatiques ne sauraient Ã©tant totalement productifs sans qu'il y ait une remise en place des aides financiÃres, notamment celles de l'Union europÃ©enne (Ue, principal partenaire au dÃ©veloppement du Burundi) qui ont Ã©tÃ© gelÃ©es ou en voie de suppression Ã cause toujours de la crise politique et des droits humains. L'Ã©conomie est aujourd'hui au plus bas dans un pays qui dÃ©pend, pour plus de 50%, des aides de la CommunautÃ© internationale, rappelle-t-on dans les milieux d'affaires Ã Bujumbura.